

Situation au Nord-Mali

Recherches et mise en page par



Région Bretagne



Le Délégué Départemental Morbihan
Lt-colonel (H) HABRIAL Gilbert
E-mail : gilbert.habrial@wanadoo.fr



44, rue Alain Gerbault - 56260 - LARMOR-PLAGE

Fixe: 02 97 842 181 -
Mobil: 06 86 161 816

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés, les media tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion.

« Can you hear the drums, Fernando? »
(`` Fernando », ABBA)

“Terrorismes, Guérillas, Stratégies et autres activités humaines”, 13 octobre 2012,

par Abou Djaffar

Le 15 septembre dernier, mes pas m'ont conduit à Meudon-la-Forêt, dans les Hauts de Seine, où je me suis négligemment mêlé aux familles et amis de nos otages au Sahel. J'ai longtemps hésité avant de me rendre à cette manifestation de soutien, mais il m'a, finalement, paru important de côtoyer les proches de nos concitoyens détenus au Mali par AQMI, aussi bien pour leur montrer mon modeste soutien que pour bien garder à l'esprit que la lutte contre le terrorisme, ou, me concernant désormais, l'étude de ce phénomène, ne sont pas des activités froides mais au contraire bien humaines.

Il faut saluer ici la présence aux côtés des familles de plusieurs élus, maires, députés et sénateurs venus pour certains de Martinique, ainsi que celle d'anciens otages, dont Hervé Ghesquière qui, toujours très marqué par sa longue captivité en Afghanistan, a prononcé quelques paroles émouvantes et nous a épargné ses récentes et peu glorieuses sorties sur l'armée française. Je précise, enfin, que toutes ces bonnes volontés agissent sans grand soutien. Les orateurs nous ont bien affirmé que des représentants des autorités françaises étaient présents, mais force est de reconnaître qu'ils ont été bien discrets. Je sais que c'est un métier, mais quand même. J'ai, par ailleurs, été frappé par le manque de moyens de ceux qui soutiennent les familles de nos otages, et j'ai ainsi appris, en bavardant avec mes voisines, que les T-shirts étaient imprimés à la maison et les *flyers* au bureau. Tout le monde ne peut pas avoir une carte de presse ou être l'ancienne élève d'un ex-Premier ministre. Je me comprends.



Mais c'est surtout en écoutant la porte-parole du comité de soutien aux otages du Sahel que j'ai réalisé, même si je m'en doutais, à quel point elles étaient seules, à quel point personne ne leur expliquait rien, à quel point tout cette affaire leur semblait mystérieuse – une dame manifestement exaltée évoquant même des intérêts cachés. Allons allons, il ne faut pas croire tout ce qu'on lit sur les sites des médias citoyens.

Il faut pourtant reconnaître que la mission de nos hommes politiques et autres fonctionnaires

n'est pas facile. Allez donc expliquer à une femme enlevée avec son époux mais libérée seule que non seulement les terroristes ne veulent rien entendre, qu'ils vont sans doute descendre un ou deux otages pour faire bonne mesure et que de toute façon on va leur tomber dessus comme une bande d'adolescentes sur un stock de chemises de chez *Hollister*. Difficile de convaincre, malgré les récentes déclarations du président, que tout sera fait pour libérer les otages alors qu'on promet une mort spectaculaire à leurs ravisseurs. La méthode n'est pas vraiment conseillée par l'amicale des négociateurs (note pour demain : vérifier auprès des Russes ce qu'ils en pensent, et s'ils ont même encore des négociateurs).

Il y a, traditionnellement, trois méthodes pour obtenir la libération d'un otage : céder aux exigences, convaincre – peu importe comment – les ravisseurs qu'il serait de bon ton de laisser filer le malheureux, ou tenter le coup de force. Au Sahel, la France – comme d'autres – a cédé à plusieurs reprises. Elle a ainsi payé et/ou fait libérer des jihadistes détenus par des pays de la région. Elle a également essayé la manière forte, en juillet 2010 pour libérer le malheureux Michel Germaneau, et en janvier 2011 en interceptant le convoi dans lequel se trouvaient Vincent Delory et Antoine de Léocour, avec les résultats que l'on sait.

Malgré les tragédies qu'ont été ces décès, on ne peut s'empêcher de penser, malgré tout, qu'il faut savoir mettre un terme au règne de certains criminels, faute de quoi les enlèvements se poursuivront indéfiniment. Comme je m'échaine à le répéter, la lutte contre le terrorisme ne vise pas tant à contrer une menace somme toute moins prégnante que celle du crime organisé ou que les menées de puissances étrangères qu'à défendre coûte que coûte la souveraineté nationale et un certain modèle sociopolitique. Le hic, c'est que cette posture implique une certaine intransigeance – ni Washington ni Pékin ni Londres ni Moscou ne négocient – et donc une véritable force de caractère quand vous allez au devant des familles pour leur annoncer que leur mari, père, fils ne sera pas échangé contre de l'argent, des armes, ou un quelconque prisonnier qui ferait bien de ne pas trop la ramener, d'ailleurs. Je n'ai jamais eu à accomplir cette pénible mission, et, le 15 septembre, vous pensez bien que je n'allais pas commencer à parler au nom de la République ou de mon ancien employeur. Tout le monde n'a pas ces scrupules, mais j'ai reçu une éducation intransigeante et je suis conscient de ma place en ce monde.

Alors qu'il est déjà difficile de tenir un discours sincère aux familles de nos otages, imaginez, depuis quelques mois, leurs tourments alors que les bruits de bottes s'amplifient dans la région. La porte-parole du comité de soutien a bien exhorté les autorités françaises à agir, mais je ne sais pas si elle pensait à une audacieuse opération du COS...

Il ne vous a probablement pas échappé que je porte à la région un intérêt tout particulier. Même si rien de ce qui est jihadiste ne saurait m'être étranger, on revient toujours sur les lieux de son crime et le nord du Niger, ses notables acoquinés avec le GIA, ses pistes caravanières et ses 4X4 armés m'ont longtemps occupé – depuis Paris, évidemment, car je suis un bibelot, un Gaulois de chez Tifus... C'est donc avec satisfaction que j'ai entendu le discours officiel français changer au sujet des opérations d'AQMI au Mali, et avec curiosité que j'ai réalisé que nos dirigeants envisageaient très sérieusement d'aller mener dans ces lointaines contrées une guerre qui s'annonce d'ores et déjà singulièrement complexe. J'ai déjà, longuement, décrit [ici](#) à quel point le refus d'intervenir en 2000 avait été une erreur majeure, et à quel point l'aveuglement de certains responsables avait été dommageable. Depuis le printemps dernier, le ton a changé, et si on peut penser que le Président a repris à son compte les plans de son prédécesseur, il faut saluer sa détermination. Pourtant, bien que la parole du chef de l'Etat soit intrinsèquement, à mes yeux, d'une grande valeur, je ne peux m'empêcher de m'interroger sur une poignée de points. Et plutôt que de vous assommer avec un interminable exposé, je vais tenter de les présenter de façon, comme on dit au Quai, *sexy et opérationnelle*. Attention, néanmoins, puisque cette fascinante expression n'implique pas que l'expérience soit, au final, plaisante.

Quelle est la mission ?

A plusieurs reprises depuis le début de l'été, la France a clairement manifesté son intention de recourir à l'action armée contre les jihadistes qui règnent au Nord Mali. Le ministre des Affaires

étrangères, Laurent Fabius, a ainsi déclaré, le 12 juillet, que l'usage de la force au nord contre AQMI était probable. Ce discours n'a fait que se renforcer depuis, et les démentis français au sujet d'une planification dans la zone ne sont pas plus crédibles que les bulletins de santé de certains chefs d'Etat.

La mission est double, et, pour tout dire, elle me paraît singulièrement confuse – au moins lorsqu'elle est évoquée publiquement. Le Président l'a, en effet, dit le 11 octobre (cf., par exemple, ici), **il s'agit de libérer le nord du Mali ET de libérer nos otages** :

Comprenez moi bien. Penser que la position de la France peut être dépendante d'une prise d'otage? Nous avons deux devoirs: libérer nos otages et libérer le Mali du terrorisme. Ils ne sont pas contradictoires. Au contraire même. [...] Je pense que les ravisseurs savent bien ce qui peut arriver, et donc peuvent être dans une disposition de relâcher le plus rapidement possible nos ressortissants. [...] Qu'ils m'entendent bien, s'ils sont devant l'écran ou à la radio : nous voulons la libération de nos otages, et nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi.

Passons sur le *Comprenez-moi bien*, qui rappelle le *Make no mistake* du précédent Empereur (J'ADORE cette expression, on imagine l'orateur poser un coude sur le pupitre avant de pointer un doigt martial vers la caméra), et posons-nous la question : comment va-t-on tomber sur le râble des jihadistes et obtenir d'eux, dans le même temps, la libération de nos concitoyens ?

Soit on veut la libération des otages à tout prix, et alors on négocie, on fait des concessions, on joue même l'apaisement, on fait pleuvoir les euros et les dollars sur les intermédiaires et on sort les détenus au compte-goutte, en plusieurs mois. Mais alors, forcément, inévitablement, on arrête de menacer.

Soit on estime que la liberté des otages passe après notre souveraineté, et on décide que la fermeté, comme la liberté dans la chanson, guide nos pas et on dit aux ravisseurs : vous les relâchez, et vous survivez, ou alors vous jouez les durs et on est plus durs que vous, fidèles que nous sommes à la fameuse *Chicago way* de Jim Malone (*The Untouchables*, Brian De Palma, 1987) – dont je ne me lasse pas.

Soit on décide que de toute façon c'est trop tard et qu'il n'est pas question, une seconde de plus, de transiger avec un groupe de fanatiques que nous ne parviendrons, de toute façon, jamais à ramener à la raison, et alors on attaque afin d'éliminer le plus possible de terroristes et on considère – en l'assumant – que les otages sont les premières victimes de la guerre (ce qui est vrai, soit dit en passant).

Les plus taquins d'entre vous pensent sans doute qu'une opération audacieuse, lancée au début d'une offensive de grande ampleur, pourrait extraire les otages dès les premières heures des combats. En revanche, et en toute franchise, vu de loin, je vois mal comment nous pourrions parvenir à un *deal* avec AQMI, le MUJAO et Ansar Al Din, malgré les efforts du Burkina Faso, alors que notre diplomatie est toute entière tournée vers leur éviction du Mali et que leurs fondamentaux idéologiques nous vouent aux gémonies. Et ce ne sont pas les récentes affaires en France qui vont les calmer, et encore moins les propos du Président : *Il y a des cellules - je ne sais pas encore l'importance, des enquêtes sont en cours - qui veulent faire de l'islamisme radical une cause de haine et d'agression. Nous ne les lâcherons pas, nous les pourchasseros, nous les éliminerons.* Comme quoi, on peut éviter son ex dans le hall des Nations unies et ne pas reculer devant ses responsabilités stratégiques. Moi aussi, je suis un grand timide.

Quel est l'adversaire ?

Il s'agit donc de récupérer nos otages – et ceux des autres, dont 3 diplomates algériens capturés à Gao en avril dernier et pour lesquels leur pays, certes très lointain et peu fait de la région, ne semble pas beaucoup se démener. Non, laissez, on va le faire. Ça nous fait plaisir. Non, ne nous remerciez pas, c'est tout naturel.

Et il s'agit donc de déloger, et si possible de réduire à néant, les groupes islamistes présents au Nord Mali. Pour faire simple et vous épargner l'inventaire fastidieux des katibats, disons qu'il y a là un contingent très conséquent d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), la quasi totalité des effectifs du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), la branche africaine d'AQMI, et les fiers Touaregs islamistes Ansar Al Din, qui jouent à domicile, et même quelques amis de Boko Haram venus du Nigeria s'initier aux joies du désert.

Tous ces braves garçons se connaissent de longue date. Les jihadistes algériens sont, par exemple, là depuis presqu'une génération, comme je l'ai longuement relaté [ici](#). Ils connaissent désormais la région mieux que l'Oranais ou la Kabylie, ils parcourent les pistes en tous sens, disposent de solides relais dans toute la zone grâce à leur grande générosité, une vraie solidarité ethnique et quelques judicieuses alliances matrimoniales. Les membres du MUJAO et d'Ansar Al Din sont, quant à eux, des enfants du pays, négro-mauritaniens ou Touaregs combattants pour la Vraie Foi comme pour leur autonomie politique ou la reconnaissance de leurs droits.

La valeur militaire des ces hommes, dont on estime le nombre à 3.000 au total, ne doit certes pas être surestimée, mais il ne s'agit pas non plus de penser que tout s'annonce au mieux. Estimons que, sur ces 3.000 combattants, au moins 1.000 ont une véritable expérience guerrière, acquise en Algérie depuis des années, en Libye l'année dernière ou depuis avril dernier, contre ce qui fait office d'armée malienne ou contre les girouettes du MNLA. Equipés comme tout groupe irrégulier de fusils d'assaut, de mitrailleuses légères et de RPG, ils ont pris à l'armée malienne des véhicules blindés, quelques pièces d'artillerie, des mitrailleuses lourdes et autres joujoux. Le véritable danger provient des stocks d'armes libyennes, et chacun a cherché, l'année dernière, à mettre la main sur les missiles sol-air portables SA-7 et sur les missiles antichars volés ou achetés du côté de Benghazi après le début de la révolte.

Dépourvus de moyens de communication militaires ou de toute informatique de combat, les jihadistes du Mali sont probablement aussi rustiques que les Taliban afghans, et comme eux ils vont éviter d'affronter des forces régulières dotées d'une confortable puissance de feu. Comme les autres mouvements islamistes radicaux combattants, AQMI et le MUJAO ont en effet la capacité de mener des combats urbains comme de perpétrer des attentats-suicides. Du coup, soit les jihadistes vont s'accrocher aux villes et nous jouer une poignée de mini-Fallujah, soit ils vont s'éparpiller en refusant le combat et donner corps à un cauchemar dont la perspective a, je l'espère, été prise en compte par nos chefs.

Quels sont les moyens ?

Mais avant d'envisager les combats et leurs conséquences, jetons un œil à ce que nous pouvons aligner face à AQMI. Alors que les travaux du prochain Livre blanc ont commencé malgré l'absentéisme d'une proportion non négligeable des membres de la commission, et alors que notre effort principal est tourné vers le rapatriement de nos hommes et de leur matériel d'Afghanistan, tous les facteurs de la crise malienne nous conduisent à privilégier l'option des forces spéciales. Nous ne disposons pas, de toute façon, des moyens nous permettant de déployer dans la région les effectifs pléthoriques qui seraient nécessaires en cas d'opération classique. Et quand bien même aurions-nous les régiments et tout leur fourriment que nous ne pourrions pas les transporter. Varus, où sont mes C-17 ?

Les forces spéciales françaises, qu'il s'agit du COS ou des petits gars de Cercottes ou de Perpignan, sont censées bien connaître le nord du Mali et le nord du Niger, explorés depuis des années. Leurs capacités d'infiltration, leur endurance et leurs moyens sont, là comme ailleurs, les plus adaptés à une opération coup de poing contre AQMI et ses alliés.



A ces quelques centaines de « conseillers » français, dont nos dirigeants continuent de dire qu'ils ne seront pas là (Alésia, c'est où ça, Alésia ?) doivent s'ajouter environ 3.000 hommes de la CEDEAO, pauvrement équipés, pas forcément très motivés, dont on ne connaît pas la valeur au combat et dont on ne peut qu'espérer que leurs chefs savent travailler au sein d'une coalition. C'était le but des manœuvres *Flintlock* de l'Empire, que j'ai rapidement évoquées *ici*, mais qui peut savoir ? Pour l'heure, on ne peut que constater que les Etats sur lesquels on comptait se tiennent en retrait, comme le Sénégal ou la Mauritanie, et que d'autres, comme le Niger, n'y vont que parce que de toute façon ils sont déjà impliqués dans la crise. L'armée tchadienne est plus que crédible, mais se pose alors la question de la gestion par le gouvernement de ses troupes, parfois un peu, comment dire, turbulentes. Et tout ce petit monde, qui se débat dans une pauvreté biblique, demande des aides financières. Ça tombe bien, nous sommes d'une indécente richesse, ces temps-ci.

3.000 soldats réguliers, dont les échelons arrière, contre 3.000 maquisards motivés... Il me semble que le rapport de force n'est pas favorable aux assaillants, et le recours à des forces spéciales est donc une obligation opérationnelle, quoi qu'on dise à Paris. Les FS ne peuvent cependant pas tout, et il nous faut aussi des moyens plus lourds, dont des avions de combat et des drones. La France ne dispose plus d'avions antiguerilla et seules les aviations tchadienne ou mauritanienne sont capables de faire du *strafing*. Il nous manque surtout des drones armés, malgré les affirmations de certains quotidiens algériens et de quelques observateurs qui ignorent manifestement tout de *Jane's* ou *d'Air et Cosmos*. Ce réel déficit capacitaire est un handicap majeur si on ambitionne de frapper des groupes terroristes et qu'on n'a manifestement pas les moyens de les écraser sous les bombes ou qu'on n'a pas envie de réduire les villes maliennes à l'état de parkings de centres commerciaux.

En l'absence de drones armés – dont je doute, de toute façon, que nous soyons capables de les employer aussi rapidement que l'Empire, il nous reste les *Mirage* qui font des déploiements réguliers à N'Djamena et nos vaillants *Super Etendard Modernisés* (SEM). Le hic, comme on le sait depuis le Vietnam, c'est que la contre-guerilla avec des jets supersoniques est un art délicat. Quand en plus les cibles sont très mobiles, que le nombre d'avions disponible est très faible, et qu'il manque dans les arsenaux des dizaines de bombes guidées utilisées en Libye ou en Afghanistan et pas encore rachetées, la mission devient plus complexe.

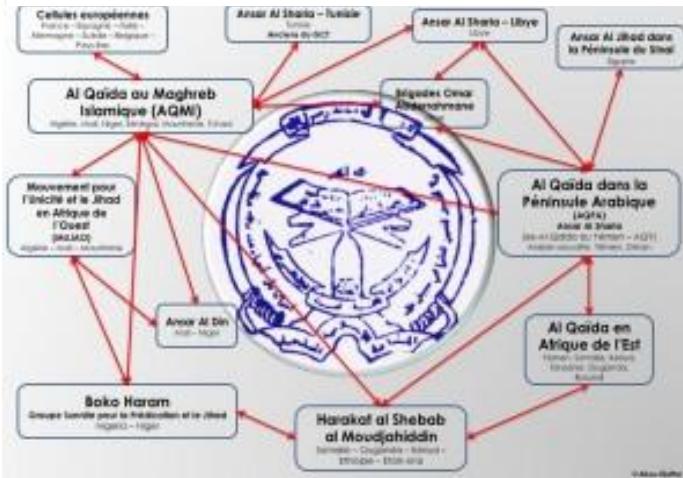
Cette réflexion nous conduit au point suivant, le plus important :

Quels sont les risques ?

Que ce soit seule, avec la CEDEAO ou derrière elle, la France s'apprête donc à jeter un pavé dans la mare. On pourra dire que c'est trop tard, mais au moins ne pourra-t-on plus nous reprocher de rester là à contempler le désastre. Un de mes amis, qui navigue sur les sept mers à bord d'un de nos orgueilleux bâtiments, me faisait récemment la réflexion suivante. *Pour éliminer une espèce dans un biotope*, m'écrivait-il, *il faut adapter le biotope pour rejeter l'espèce, ou introduire un prédateur spécifique qui ne détruira pas le biotope*. Manifestement, le rejet n'a pas eu lieu et les islamistes radicaux, malgré la courageuse résistance de quelques uns et de quelques uns, ont su, depuis des années, et grâce à l'aveuglement de Paris, s'implanter profondément. Ceux qui parlent avec dédain d'un épiphénomène historique sont dans des bureaux de la rive droite, loin des lapidations et des viols. Nous allons, par cette offensive, tenter de jouer le rôle du prédateur. Sommes-nous sûrs que le biotope n'a pas été contaminé et que notre mission ne va pas changer de nature en quelques semaines ?

Que faire si les populations du Nord ne nous accueillent pas en libérateurs mais en occupants, ou en supplétifs d'un pouvoir qui, au sud, a montré l'étendue de son incurie ? Que faire lorsque certains, après les combats, nous reprocheront de vouloir restaurer de force, contre l'évidence, l'unité d'un pays qui est, quoi qu'on dise, divisé entre nord et sud, musulmans et chrétiens ou animistes, entre Touaregs, Kountas et Bambaras ?

Que faire lorsque, après la première bavure touchant des civils, on nous ressortira le vieux discours sur nos visées néocoloniales, nos intérêts plus ou moins cachés ? Certaines plumes d'un grand quotidien du soir en sont déjà à affirmer que le but poursuivi par le Président n'est ni plus ni moins qu'intérieur, et que la lutte contre AQMI n'est qu'un moyen de ressouder les Français... J'espère que dans le plan de bataille figure un chapitre prévoyant une poignée d'éléments de langage permettant de répondre à ceux qui verront une nouvelle croisade et une démonstration du complot de la France contre l'islam.



الآن يزور avec les réseaux d'Afrique de l'Est ou les esthètes d'AQPA au Yémen.

D'ailleurs, et comme par hasard, les Shebab ont diffusé une vidéo de Denis Allex implorant le Président d'agir. Une pensée pour lui, mes amis.

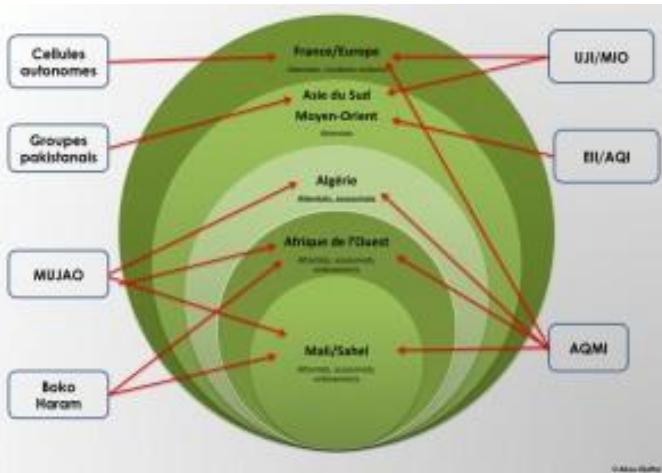
Le message est, me semble-t-il, clair. Attaquez nos frères au Mali, et les ripostes interviendront partout, partout où des cellules jihadistes brûlent d'envie d'en découdre avec la France, sa laïcité sourcilleuse, ses dessinateurs insolents, sa démocratie impie et son alliance avec l'Empire. Il est évidemment possible que rien ne se passe et que les combats au Mali se déroulent dans un silence poli, sans que les jihadistes de Tunisie, du Pakistan, du Yémen ou de France se décident à répondre à l'attaque.

Mais j'aimerais être certain que dans le plan de bataille a également été prévue cette hypothèse. Nos ambassades sont-elles prévenues ? Les entreprises ont-elles été sensibilisées ? Avons-nous, par exemple, je réfléchis à voix haute, envisagé de nouveaux enlèvements ? Et si chaque émir d'AQMI ne se déplaçait qu'avec un otage collé à ses basques ? Adieu, les frappes ciblées que l'Empire prépare avec d'autant plus de soin que la présence de maquisards d'AQMI aux côtés des jihadistes libyens, le 11 septembre dernier à Benghazi, a tendu tout le monde à Washington.

Et tant pis, soit dit en passant, pour cette nouvelle illustration du fiasco algérien. Les Algériens, en laissant en 2009 AQMI, bloquée dans une impasse opérationnelle en Kabylie, transférer des centaines d'hommes au Mali, pensaient sans doute se débarrasser du problème. Et pour se donner bonne conscience tout en affirmant leur très surestimé leadership régional, ils avaient même créé une coalition tournée contre AQMI, et qui n'a jamais combattu. Trois ans après cette brillante manœuvre, les voilà qui observent avec stupeur les jihadistes en Tunisie et en Libye, liés à des anciens d'AQ évadés de prison en Egypte et bien décidés à mettre un peu d'ambiance. L'encerclement actuel de l'Algérie par des mouvements islamistes radicaux est une sanction brutale mais attendue d'une décennie gâchée à ne pas écraser le GSPC sous les bombes en Kabylie. Et inutile de chercher un *master plan* derrière tout ça. Comme dans les domaines économiques ou sociaux, les autorités algériennes sont simplement consternantes, et elles ne retirent aucun avantage de ce nouvel échec. Passons, je sens que je m'agace.

Mais les risques vont bien au-delà des polémiques politiques. AQMI est un mouvement terroriste dont l'expansion est ininterrompue depuis six ans et qui est, désormais, étroitement connecté au reste de la mouvance jihadiste africaine. On a vu des membres d'AQMI faire le coup de la Mauritanie au Niger, en Tunisie et jusqu'en Libye. Le groupe coopère avec Boko Haram, et c'est même un Algérien qui coordonne tout ce petit monde, depuis le nord du Nigeria. Les éléments sahéliens d'AQMI sont également en excellents termes avec les Shebab somaliens, eux-mêmes copains comme





Les risques sont donc de trois ordres : enlisement, dissémination et retour de bâton. J'ai déjà évoqué ce dernier point plus haut, mais qu'en est-il d'un enlisement ? Et si nous étions confrontés à une guérilla jihadiste touchant l'ensemble du Mali, mêlant représailles à l'intervention et revendications sécessionnistes sous forme d'une agitation politico-religieuse qui provoquerait manifestations, harcèlement des Occidentaux, enlèvements, assassinats et attentats ? Et si nous étions contraints de rester des mois, des années, afin de participer, comme dans les

Balkans, à un long processus de stabilisation qui, par ailleurs, nous exposerait d'autant plus aux terroristes ? Lancer une guerre n'est déjà pas facile, mais nous savons tous que la finir, surtout quand les victoires semblent de moins en moins nettes, est parfois douloureux, ou impossible. Quels sont nos plans pour l'après-guerre ? Que voulons-nous faire après l'éventuelle destruction d'AQMI ? Avons-nous une idée de ce que devrait être le Mali dans un an ?

Le pire des scénarii, du point de vue d'un monomaniaque tel que moi, est cependant celui d'une dissémination des jihadistes dans toute la région avant la constitution d'une authentique terre de jihad internationale et la création de filières de volontaires. Nous avons déjà au Mali des Nigérians, des Pakistanais, des Sénégalais, des Français, sans parler des Algériens, des Mauritaniens, des Nigériens, sans parler des Maliens eux-mêmes, évidemment. Je ne suis pas un spécialiste de la contre-insurrection, à la différence de certains de mes camarades d'AGS, mais il me semble que frapper, même très fortement, un adversaire irrégulier dans un environnement intrinsèquement incontrôlable implique que toute la région soit maillée et qu'on se tienne prêt à un retour des combattants ennemis survivants dans les pays voisins.

Les terroristes vont donc non seulement frapper au Mali mais également s'éparpiller, façon puzzle dans le meilleur des cas, et susciter des vocations dans des villes déjà très vulnérables, comme Nouakchott ou Niamey. S'en prendre à la branche locale d'un mouvement international implique, non pas une stratégie locale, mais une stratégie internationale prenant en compte le fait que nous risquons d'être pris sur nos flancs en Europe ou au Maghreb, loin de la zone des combats. Quant aux otages, mon Dieu, espérons que nos responsables ont, soit une manœuvre habile et osée pour les sortir de là, soit la force de caractère qui les verra assumer le fait qu'on ne fait pas entendre raison à des fanatiques et qu'on ne plie face à des barbares, sous peine de passer sa vie un genou à terre.

A propos de l'auteur : Abou Djaffar

Ancien responsable de structures d'analyse au Ministère de la Défense, ancien diplomate, spécialiste des questions de terrorisme et de guérillas, Abou Djaffar porte un regard froid - cynique diront certains - sur le jihadisme, ceux qui le pratiquent, ceux qui le combattent et ceux qui tentent désespérément de s'en tenir loin. Il ne refuse pas non plus, de temps à autre, de se livrer à quelques modestes développements sur la vie internationale voire, plus rarement, sur la vie nationale.

Cinéphile attentif, lecteur compulsif, Abou Djaffar est un républicain enragé, un démocrate exigeant et suspicieux au mauvais esprit chevillé au corps. Patriote lucide, il juge que le temps de la grandeur solitaire de la France est passé et qu'il faut désormais construire l'Europe sans rejeter l'alliance naturelle avec les Etats-Unis ou renier son histoire. A ce titre, il n'a que mépris pour les vieilles badernes de tous bords, les gaullistes dévoyés, les souverainistes de la droite extrême ou les altermondialistes de l'extrême-gauche. Il émet par ailleurs de vigoureux doutes à la lecture des argumentaires des réchauffistes.

Abou Djaffar pense ce qu'il écrit - ce qui est un minimum, écrit ce qu'il pense - ce qui est mal vu, refuse les commentaires - afin de préserver ses nerfs, et encourage les mails - souvent passionnants et argumentés et auxquels il répond courtoisement dès qu'il a 5 minutes.